



**Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice,
« RRSSJ »**

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

BUREAU DE COORDINATION PROVINCIALE DU BANDUNDU

Tél. : 0998584088 – 0810204379

E-mails: bandundu@rrssj-rdc.org/aimeesperance_matungulu@yahoo.fr

Site web: <http://www.rrssj-rdc.org>

Projet d' :

« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République démocratique du Congo »

**RAPPORT MENSUEL PROVINCIAL DU BANDUNDU
AOUT 2014**

I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE DU MOIS

La vie dans la Province du Bandundu est caractérisée par un calme mais, il a été enregistré de tensions politiciennes; le retour du Gouverneur de province et sa visite dans la ville de Kikwit après une longue période d'absence pour les soins médicaux à l'étranger.

La province a accueilli la 11ème édition du championnat national de volleyball.

Décès de deux policiers au chef lieu de la province et un autre à Kikwit, assassiné pour vol à mains armées à la Banque Internationale de Crédit [BIC].

1.1 Analyse de la situation sécuritaire de Bandundu

La situation sécuritaire semble être calme dans toute l'étendue de la province. Sauf les Incidents survenus lors de la dispersion, par la police, des sympathisants du Député Erasme KAPUMBA, à l'aéroport de Bandundu.

1. Quinze personnes ont été blessées et plusieurs autres ont eu des égratignures et des gonflements des suites des coups de matraque samedi le 09 août 2014 lorsque les éléments de la police ont dispersé, à l'aéroport de Bandundu, les sympathisants et fanatiques du député provincial Erasme Kapumba, élu de la ville de Bandundu, qui rentrait dans son fief électoral après un séjour de travail à Kinshasa. Quelques sympathisants ont été arrêtés par la police.

A la question de savoir pourquoi on a empêché cet accueil, le député victime de cette action policière dit ne rien connaître avant de préciser qu'il n'existe aucune disposition constitutionnelle contraire à cette pratique très courante dans le pays ; encore qu'il était malade et qu'il revenait des soins de santé qu'il a reçus à Kinshasa.

Des tensions politiques entre la Maire et Député élu de la ville, suite aux ordres donnés par madame le maire pour empêcher son accueil par sa base, car selon son bureau exécutif la lettre d'information était transmise bel est bien à la mairie qui ont rétorqué de recevoir la demande d'autorisation au lieu de la lettre d'information Nous retiendrons qu'il y a eu des débordements entre la population et la PNC et quelques incident signalés.

2. Mort d'un policier commis à la garde chez le Commissaire Provincial Adjoint, Chargé de l'Administration, WASONGOLWA Jean Claude. La cause de cette mort est que le Policier était envoyé pour travailler au jardin, après le travail selon les sources concordantes, il est mort subitement à son poste de travail et le Commissaire commandant de la ville a été appelé pour amener le corps du policier directement à la morgue, la même nuit.

3. Le Vendredi 22 août, un policier accusé de tentative d'harcèlement sexuel d'une dame à l'Auditorat Militaire, sera torturé par les militaires et acheminé à la prison dans un état critique.

Le samedi 24 août vers 4h matin le policier est mort à la prison du Cinquantenaire. A 8h les prisonniers manifestant leur mécontentement et fâchés à cause de ce décès suite aux tortures physiques au niveau de l'Auditorat, chercheront à s'évader tous.

Signalons que 121 sur 259 prisonniers ont réussi à s'évader et les policiers de garde à cette prison ont tiré des balles, suite à cette évasion massive qui ont fait état de 2 autres morts et plusieurs blessés graves. Le Magistrat militaire qui avait le dossier du policier est poursuivi par la justice après avoir échappé à la mort. Les enquêtes sont en cours, après la réunion du Comité Provincial de Sécurité.

A Bagata

Le directeur d'une école primaire au chef lieu du Territoire de Bagata, cette nuit pendant la chasse. Selon les sources concordantes, le directeur raconte avoir vu un gibier et il a tiré sur un être humain. Il s'est rendu auprès de la Police de Bagata.

A Idiofa

Le président de la Société Civile est désavoué par la population et son équipe qui le qualifie d'incompétent et de corrompu. Plusieurs réunions se tiennent sans solution car le Président s'impose et tient à tout prix à rester, malgré la fin du mandat.

A 12 km de la ville de Bandundu village Dima, plusieurs tracasseries des agents de la BRB (Brigade de Recettes de Bandundu), auprès de la population d'où un bateau est arrêté depuis plus d'un mois à cause de taxes exorbitantes de plus de 2.500 \$ à payer et les passagers sont en insécurité, en particulier les enfants qui sont exposés à différentes maladies.

Plusieurs cas de tracasseries policières et de tortures corporelles, de la part des policiers de circulation routière, sont enregistrés. Ces derniers se battent souvent avec les « tolekistes » et les motards.

Des cas des violences sexuelles, suite aux expulsions des congolais à Brazzaville : une situation d'insécurité qui nécessite l'intervention des autorités locales...

II. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE EN PROVINCE

2.1. Actions menées par les acteurs étatiques [Assemblée Provinciale, Autorité civile locale, Commandement de la PNC et des FARDC...]

Réforme de la Police Nationale Congolaise

- Les policiers de la ville de Bandundu et de Kikwit continuent à bénéficier d'un minimum d'équipement et matériel de travail mais il reste encore l'épineuse question de leurs conditions sociales.
- Organisation des patrouilles par la PNC et la mise en place des Groupes Mobiles d'intervention dans les deux villes.
- Dans la Ville de KIKWIT, le 6 août 2014, la cérémonie d'installation officielle et de passation de pouvoir et de commandement entre le nouveau et l'ancien Commissaire de la POLICE ; celle-ci s'est déroulée à la tribune du Camp NSINGA dans la Commune de LUKOLELA en présence des autorités politico-administratives, de policiers et des militaires sans oublier des invités de la société civile. L'ancien District de la Police actuellement un Commissariat urbain de la police de la ville de Kikwit, a accueilli un nouveau commandant, le commissaire supérieur principal David Valentin NDUMBA ABONGA.

Signalons que le nouveau commissaire supérieur remplace Stéphane EGBAKE qui est appelé à d'autres fonctions à la suite d'une décision du Ministère de l'intérieur de la République Démocratique du Congo.

Aussitôt arrivé, le nouveau commissaire déclaré devant la presse que « la police travaille dans la population et avec la même population », dans le cadre de la réforme de la police et il a promis de réaliser un travail efficace pour assurer la sécurité de la population et de leurs biens, sur ce il compte améliorer des stratégies de travail pour éviter des déboires que la police peut enregistrer en matière de la sécurité en se conformant aux principes d'une police de proximité qui incite la nouvelle police à être proche de la population, à être à l'écoute de la population pour bien résoudre les problèmes sécuritaires qui se posent, a-t-il affirmé.

Le nouveau commissaire supérieur de Kikwit a aussi indiqué qu'il ne travaillera seul, parce que la sécurité est l'affaire de tout le monde bien que la police est au service du peuple, qui est appelé à collaborer avec la police en rapportant des renseignements nécessaires pour mettre hors état de nuire tous ceux qui cherchent à déranger la sécurité.

Le commissaire supérieur principal provincial chargé de l'administration, Claude WASONGOLUA qui l'a installé à son tour invité tous les éléments de la police à respecter le nouveau responsable et d'accomplir tout ce qu'il demandera pour la bonne marche des activités de la Police dans la ville de Kikwit et a en même temps demandé au nouveau commissaire de collaborer avec la hiérarchie, avec son état major, et d'être soumis vis-à-vis des autorités politico-administratives, sans oublier l'usage de valeurs de la police « l'intégrité, l'impartialité, la loyauté, le dévouement, l'esprit de service d'être toujours au service du peuple pour les principes d'une Police de Proximité.

- Les policiers de la ville de Bandundu et de Kikwit continuent à bénéficier d'un minimum d'équipement et matériel de travail mais il reste encore l'épineuse question de leurs conditions sociales.
- Organisation des patrouilles par la PNC et la mise en place des Groupes Mobiles d'intervention dans les deux villes...

Réforme de l'Armée :

- Aucune initiative n'est encore entreprise avec les FARDC en province.

2.2. Actions menées par les acteurs non étatiques

a) Interaction du RRSSJ avec les acteurs étatiques provinciaux

La Société Civile n'a fait que dénoncée ces informations et en plein préparation de DPA en collaboration avec le parlement de jeunes.

III. PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA BASE ET RESULTATS OBTENUS AU COURS DU MOIS

3.1. Préoccupations majeures recueillies auprès des communautés de base

a) Réforme du secteur de sécurité

- ⇒ La population taxe la Police de n'est pas la rendre un bon service. Surtout les responsables. Elle condamne ces derniers à cause des décès des 2 policiers suite aux tortures physiques.
- ⇒ Accuse aussi l'auditorat qui se met à torturer les policiers en cas d'infraction commise par ces derniers et de fois puni doublement les policiers en les privant les salaires.
- ⇒ Les Incidents survenus lors de la dispersion par la police des sympathisants du député Erasme Kapumba à l'aéroport de Bandundu ont été malvenus et décriés par la population de la ville qui a regretté les excès de zèle de la part des commanditaires de ces actes d'intolérance politique dans une ville paisible.

b) Mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098

Le RRSSJ a menée une étude sur la compréhension de l'accord cadre d'Addis-Abeba. Avec les leaders de la société civile, avons récupérés les questionnaires pour une compilation qui nous a permit de vérifier le niveau de l'appropriation et surtout la compréhension du contenu de l'Accord-cadre par notre cible et voir ce que nous allons organiser comme activité.

3.2. Résultats obtenus au cours du mois

Communion entre les parents des victimes du 24 avril 2014 au stade du 30 juin : élus et la Société Civile de la ville de Kikwit, à l' Immeuble Mozito, dans le souci de se réconcilier.

IV. ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

Les défis à relever au mois suivant : Réunir les jeunes et les conscientiser pour le respect mutuel entre les jeunes et les éléments de la Police Congolaise.

→ Organiser le dialogue pour l'action avec les policiers pour sensibiliser la population.

Au Gouvernement provincial :

- Appuyer conséquemment la reforme de la police,
- Appuyer les actions du RRSSJ dans le cadre de cette reforme,
- Encourager la tenue des cadres de dialogue avec les parties prenantes à la RSS,
- Etendre les activités des sensibilisation de la population sur l'Accord cadre pour la paix et la résolution 2098 et le mécanisme national de suivi.

A l'Assemblée Provinciale :

- Tenir de séances d'échanges et de collecte des doléances de la population sur la situation sécuritaire des deux villes de la province et les 18 territoires ;
- Assurer le contrôle parlementaire régulier des prestations des services de sécurité dont la police et enquêter sur les décès des ces policiers ;
- Interpeller les autorités sécuritaires pour expliquer la situation sécuritaire de la province;
- Canaliser les aspirations des communautés en matière de justice en vue de trouver des réponses appropriées à leurs besoins.

A la police :

- Appliquer les principes de Police de Proximité dans toutes les unités de police ; Animer les missions à la radio et à la télévision sur les innovations de la réforme,
- Respecter les droits de l'homme au sein et en dehors de la police ;
- Etre à l'écoute de la population et lui fournir les services de sécurité de qualité ;

Aux autorités politico administratives locales :

- Soutenir le fonctionnement local des services de la police ;

Aux partenaires d'appui :

- Appuyer les actions de RRSSJ et des OSC à la base dans le cadre du monitoring et plaider en rapport avec l'Accord-cadre et de la résolution 2098 ;
- Appuyer les actions de vulgarisation de l'accord cadre et la résolution 2098.

PRRSSJ/BANDUNDU